

# La création d'emplois est la nouvelle et seule option

**IS** [project-syndicate.org/commentary/united-kingdom-fiscal-monetary-policy-full-employment-by-gordon-brown-and-robert-skidelsky-2020-11/french](https://project-syndicate.org/commentary/united-kingdom-fiscal-monetary-policy-full-employment-by-gordon-brown-and-robert-skidelsky-2020-11/french)

Gordon Brown, Robert Skidelsky, *project-syndicate*, 13 novembre 2020

ÉDIMBOURG/LONDRES – Dans le sillage de la pandémie du Covid-19, les gouvernements européens et américain s'apprêtent à lancer des programmes de création d'emplois à grande échelle. Le président américain élu Joe Biden s'est engagé à investir 700 milliards de dollars dans le secteur manufacturier et l'innovation, ainsi que 2000 milliards de dollars dans un « Biden Green Deal » destiné à combattre le changement climatique et à promouvoir les énergies vertes. De son côté, l'Allemagne a abandonné des années d'austérité en participant au fonds de relance de l'Union européenne qui s'élève à 750 milliards d'euros (887 milliards de dollars) et, comme la France, en maintenant son dispositif national de chômage partiel et de création d'emplois jusqu'en 2021.

Par contre, le chancelier de l'Échiquier britannique, Rishi Sunak, a pris du retard. En mars dernier, de nombreux observateurs s'attendaient à une reprise économique en « V », c'est-à-dire une chute brutale suivie d'un rebond important. Cette perspective s'étant évanouie, il est devenu évident que le plan de sauvetage de Sunak aurait dû s'accompagner d'un plan de relance viable à long terme.

Le point de vue consensuel est que l'économie britannique, comme l'économie mondiale, devraient connaître une croissance moindre en 2021 qu'en 2019. Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit que le PIB mondial 2021 devrait être inférieur d'environ 6,5% au niveau prévu en janvier dernier, avant la crise du Covid-19, avec des taux de chômage qui seront au moins le double de la moyenne avant l'émergence de la pandémie.

Ces perspectives plus sombres ont incité les institutions internationales à promouvoir le rétablissement de politiques budgétaires nationales volontaires, tandis que le FMI appelle les gouvernements des pays riches à entamer des programmes importants d'investissement public. Dans son dernier numéro du Moniteur des finances publiques (octobre 2020), le FMI indique qu'une augmentation de l'investissement public égale à 1 % du PIB relève la croissance de 2,7 %, l'investissement privé de 10 % et l'emploi de 1,2 %.

Cet appel à l'action du FMI revêt une importance particulière étant donné qu'il s'était fait le champion de l'austérité budgétaire lors de la crise financière mondiale de 2008-2009, en dépit de l'évidente nécessité de mesures de relance économique. Son précédent modèle macroéconomique, comme ceux de la majorité des économistes et des décideurs politiques de l'époque, était basé sur la théorie erronée selon laquelle les économies de marché ont une tendance naturelle à atteindre le plein emploi. Ce point de

vue ignorait la réalité, démontrée de la manière la plus convaincante par John Maynard Keynes, qu'en l'absence de plans de relance économique nationaux, les économies peuvent facilement rester engluées dans une récession pendant une longue période.

La Banque d'Angleterre (BoE) a également changé son fusil d'épaule. Elle a récemment annoncé un renforcement de 150 milliards de livres (198 milliards de dollars) de son programme de rachat d'actifs, qui s'ajouteront aux plus de 200 milliards de livres injectés dans l'économie britannique depuis mars dernier dans le cadre de ses mesures d'assouplissement quantitatif. Mais la BoE réalise maintenant qu'elle ne peut pas, à elle seule, faire tout le travail. Les entreprises n'investiront pas, aussi bas que soit le coût du capital, tant qu'elles ne verront pas un marché en perspective. Elle demande pour cette raison, avec la Réserve fédérale américaine et la Banque centrale européenne, que soient mis en œuvre des plans de relance budgétaires.

Avant l'émergence du Covid-19, la politique monétaire semblait être la seule option. Aujourd'hui, si nous voulons éviter un chômage massif et l'effondrement de la demande qui en découle, la création d'emplois doit devenir la priorité absolue une fois les mesures de confinement levées.

Il faut bien reconnaître que le gouvernement britannique a annoncé cet été un plan d'investissement de 8 milliards de livres dans les infrastructures, mais cela ne représente qu'une fraction des dépenses nécessaires. Le gouvernement se prépare à mettre en œuvre les premières tranches, sur deux ans et demi, d'un plan d'investissement de 40 milliards de livres sur cinq ans, qui donnera la priorité à de grands projets environnementaux et aux logements sociaux. La rénovation du parc de logement social et des aménagements à usage collectif pourrait créer rapidement de nombreux emplois, avec des effets démultiplicateurs immédiats.

La création d'emplois et des programmes de formation aux plans local et régional sont indispensables pour sous-tendre la tâche à long terme de redistribution des emplois et des compétences vers le marché du travail de l'avenir. La leçon à tirer du « New Deal for Young People » lancé 1998 et du « Future Jobs Fund » de 2009 au Royaume-Uni est que ces programmes doivent offrir non seulement une formation et une expérience professionnelles, mais aussi une aide à la recherche d'emploi et des incitations aux employeurs pour qu'ils embauchent des salariés de manière permanente.

Nous estimons qu'un million de jeunes Britanniques de moins de 25 ans ne travaillent pas, ni ne suivent une formation professionnelle ou scolaire. Mais le programme gouvernemental de création d'emplois "Kickstart" destiné à créer des emplois entièrement subventionnés pour les jeunes, lancé tardivement ce mois-ci, ne finance que des stages de six mois.

Le gouvernement avait calculé que le programme Kickstart déboucherait sur des emplois garantis pour quelques 300.000 jeunes, mais seulement 100.000 d'entre eux seront inscrits à ce programme d'ici la fin 2020. Les ministres estimaient que 5 pour cent des employeurs britanniques embaucheraient des jeunes, mais à l'exception des

secteurs du commerce de détail et des transports, des milliers d'entreprises procèdent à des licenciements ou prévoient de le faire et ne proposeront certainement pas d'emplois à l'échelle espérée dans les mois à venir.

Si nous voulons venir en aide aux autres 900.000 jeunes Britanniques de moins de 25 ans, et créer les quelques 1,5 million d'emplois nécessaires au cours de l'année à venir, le secteur public devra devenir l'employeur de dernier ressort. Ainsi, au lieu de réagir passivement à l'augmentation du chômage, la politique budgétaire doit avoir pour vocation de remplacer « l'armée de réserve des travailleurs inemployés », selon la formule de Karl Marx, par un stock tampon de programmes de création d'emplois et de formations financés par l'État, qui évoluerait en fonction des expansions et contractions du cycle conjoncturel.

Ce dont nous avons besoin avant tout de la part des décideurs politiques britanniques, c'est d'un engagement actualisé en faveur du plein emploi dans l'esprit de Keynes et du président américain Franklin D. Roosevelt. Une condition essentielle à cette fin est la coordination des politiques monétaire et budgétaire. La BoE doit conserver son mandat de lutte contre l'inflation, mais les décideurs politiques ne devraient pas l'utiliser comme prétexte pour limiter les mesures de relance budgétaire nécessaires.

Plus tôt ce mois-ci, la BoE a fait écho à la célèbre déclaration de Mario Draghi en 2012, alors président de la Banque centrale européenne (BCE), de préserver coûte que coûte l'euro, en déclarant « qu'elle (la BoE) se tient prête à prendre toute mesure additionnelle qui s'avèrerait nécessaire ». Pour renforcer la crédibilité de ces engagements, le gouvernement pourrait donner à la BoE un double mandat, pour lutter à la fois contre l'inflation et le chômage, tandis que la banque pourrait de son côté déclarer qu'elle ne resserrera pas sa politique monétaire tant que le chômage ne sera pas retombé en dessous de son niveau d'avant la crise, soit 4 pour cent.

Le déploiement réussi du nouveau vaccin de Pfizer contre le Covid-19 (et possiblement d'autres vaccins) pourrait présager d'un retour à un semblant de normalité au printemps prochain. Mais même si la crise sanitaire s'estompe, la crise du chômage est là pour durer. Les décideurs politiques britanniques et autres doivent agir maintenant pour prévenir une décennie – si ce n'est une génération – de croissance perdue.

## **Support High-Quality Commentary**

---

US President-elect Joe Biden may have promised a “return to normalcy,” but the truth is that there is no going back. The world is changing in fundamental ways, and the actions the world takes in the next few years will be critical to lay the groundwork for a sustainable, secure, and prosperous future.

For more than 25 years, *Project Syndicate* has been guided by a simple credo: All people deserve access to a broad range of views by the world's foremost leaders and thinkers on the issues, events, and forces shaping their lives. At a time of

unprecedented uncertainty, that mission is more important than ever – and we remain committed to fulfilling it.

But there is no doubt that we, like so many other media organizations nowadays, are under growing strain. **If you are in a position to support us, please subscribe now.**

As a subscriber, you will enjoy unlimited access to our **On Point** suite of long reads and book reviews, **Say More** contributor interviews, *The Year Ahead* magazine, the full **PS archive**, and much more. You will also directly support our mission of delivering the highest-quality commentary on the world's most pressing issues to as wide an audience as possible.

By helping us to build a truly open world of ideas, every *PS* subscriber makes a real difference. **Thank you.**

## **Gordon Brown**

---

Writing for PS since **2010**

**71** Commentaries

Gordon Brown, former Prime Minister and Chancellor of the Exchequer of the United Kingdom, is United Nations Special Envoy for Global Education and Chair of the International Commission on Financing Global Education Opportunity. He chairs the Advisory Board of the Catalyst Foundation.



## **Robert Skidelsky**

---

Writing for PS since **2003**

**173** Commentaries

Robert Skidelsky, a member of the British House of Lords, is Professor Emeritus of Political Economy at Warwick University. The author of a three-volume biography of John Maynard Keynes, he began his political career in the Labour party, became the Conservative Party's spokesman for Treasury affairs in the House of Lords, and was eventually forced out of the Conservative Party for his opposition to NATO's intervention in Kosovo in 1999.

© Project Syndicate - 2020 | [Privacy Policy](#) | [Terms & Conditions](#) | [Cookie Policy](#)